

1971

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU PAS-DE-CALAIS

Direction de la Réglementation
Bureau de la Réglementation

BP/FT

ETABLISSEMENTS CLASSES

1ère CLASSE

Ville d'ARRAS

Exploitation d'une usine de fabrication
d'emballages plastiques et de conditionnement

ARRETE MODIFICATIF

LE PREFET DU PAS DE CALAIS

Commandeur de la Légion d'Honneur,
Croix de Guerre,

VU la loi du 19 décembre 1917 modifiée et le décret du
1er Avril 1964 relatifs aux établissements dangereux, insalubres ou
incommodes ;

VU l'arrêté en date du 4 Juillet 1972 modifié le 16 Février
1973 ayant autorisé la Société SOPLARIL dont le siège social est à PA-
RIS 10ème, Rue de la Grange aux Belles, à transférer, dans la zone in-
dustrielle n° 1, Rue Claude Bernard à ARRAS, son usine de fabrication
d'emballages plastiques et de conditionnement, précédemment exploitée
à MAROEUIL ;

VU le procès-verbal de récolement ;

VU la demande présentée par ladite société en vue d'être
autorisée à procéder à l'extension d'un stockage d'acétate d'éthyle et
de trychloréthylène ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental de l'Equipement
UOC, UO en date du 23 Avril 1974 ;

VU l'avis de M. l'Inspecteur départemental des Services d'I-
cendie en date du 11 Avril 1974 ;

VU l'avis de M. le Directeur départemental du Travail en da-
te du 17 Avril 1974 ;

VU les avis de M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés en date des 25 Février 1974 et 13 Mai 1974

VU l'avis de M. le Médecin-Inspecteur chargé de l'Action Sanitaire en date du 8 Mai 1974 ;

VU la délibération du Conseil départemental d'Hygiène en date du 14 Mai 1974 ;

Considérant que la Société dont il s'agit n'utilise plus de matières alvéolaires ou expansées et que l'installation de combustion fonctionne désormais au gaz naturel ;

VU la demande présentée par la Société susvisée, en vue d'être autorisée à procéder à l'extension de l'atelier de façonnage et du local de stockage de produits finis ;

Considérant que les différentes extensions et modifications entraînent un changement dans le classement de certaines activités et par conséquent dans les prescriptions imposées ;

SUR la proposition de M. le Secrétaire Général ;

A R R E T E :

Article 1er : - L'article 1er de l'arrêté du 4 Juillet 1972 est modifié comme suit :

"article 1er :- La Société SOPLARIL dont le siège social est à PARIS 1^{er} Rue de la Grande aux Belles, est autorisée à transférer dans la zone industrielle n° 1, Rue Claude Bernard à ARRAS, son usine de fabrication d'emballages plastiques et de conditionnement, précédemment exploitée à MAROEUIL à charge pour elle de se conformer aux prescriptions ci-après, relatives aux différentes installations.

§ 1) Prescriptions à appliquer au dépôt d'encre et de colles et à l'atelier de préparation de ces produits

1°) Le dépôt et l'atelier seront situés et installés conformément au plan A 08 00 00 E joint à la demande d'autorisation. Tout projet de modification de ce plan devra avant sa réalisation faire l'objet d'une demande au Préfet.

2°) Le dépôt et l'atelier ne commanderont aucune issue, aucun dégagement.

3°) Le local du dépôt et l'atelier seront construits en matériaux résistants au feu. Ils seront pourvus de 2 portes au moins en acier ou en bois dur tôle sur ses deux faces et s'ouvrant vers l'extérieur.

4°) Le toit de ces locaux sera construit en matériaux légers et incombustibles de manière à assurer aisément le passage des gaz chauds dégagés en cas d'incendie. Le toit ne comportera pas de lanterneaux vitrés capables de jouer le rôle de lentille.

5°) Le sol des locaux, incombustible, imperméable formera une voute étanche de retenue de capacité égale à la totalité des liquides stockés.

6°) Les locaux devront être efficacement ventilés.

7°) Ils ne recevront aucune affectation étrangère au stockage des encres et colles.

8°) L'éclairage artificiel pourra se faire par lampes électriques à incandescence placées sous enveloppe protectrice en verre ou par des lampes fluorescentes du type antidéflagrant.

Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues en bout de fil conducteur et des lampes dites baladeuses.

Les conducteurs seront établis selon les règles de l'art, les commutateurs fusibles, coupe-circuits seront placés à l'extérieur à moins qu'ils ne soient du type "étanche aux gaz ou à contacts baignant dans l'huile."

L'installation électrique sera entretenue en bon état, elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des Etablissements Classés.

9°) Le chauffage des locaux ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau ou vapeur) la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C. La chaudière sera à l'extérieur des locaux et elle en sera séparée par une cloison pleine, incombustible, sans baie de communication.

10°) Il est interdit de fumer dans le dépôt et l'atelier de préparation, d'y faire du feu, d'y apporter des lumières avec flammes ou tout objet pouvant devenir facilement le siège à l'air libre de flammes ou d'étincelles ou comportant des points à une température supérieure à 150° C. Ces interdictions seront affichées en caractères très apparents dans le dépôt, sur les portes et il sera mentionné qu'il s'agit d'un arrêté préfectoral.

11°) Les encres et colles seront conservées dans les récipients d'origine ou dans des récipients donnant des garanties équivalentes d'étanchéité et de sécurité.

Les récipients seront placés les uns à côté des autres sur un seul plan horizontal avec interdiction de les gerber.

12°) On s'assurera par une surveillance constante que le taux de solvant ne descende pas au-dessus de la teneur normale réalisée à la réception ; toute perte de solvant sera compensée dès qu'elle sera constatée, par addition de la quantité manquante.

13°) Le dépôt et l'atelier de préparation seront maintenus en parfait état de propreté. Les chutes d'égouttures de produits renfermant de la nitrocellulose sur le sol ou sur les parois des récipients seront recueillis après chaque manipulation et noyées aussitôt dans un récipient d'eau réservé à cet usage.

14°) Il est strictement interdit de rejeter dans le milieu naturel les liquides inflammables ou renfermant de la nitrocellulose recueillis dans les récipients visés à l'article ci-dessus ainsi que dans la cuvette de rétention. Ces liquides doivent être par exemple recyclés, brûlés dans des installations conçues à cet effet ou bien être récupérés ou traités par une entreprise spécialisée.

15°) L'emploi d'air ou d'oxygène comprimé pour assurer les transvasements ou la circulation des liquides est rigoureusement interdit.

16°) Le dépôt et l'atelier seront pourvus de moyens de secours contre l'incendie, puissants et efficaces.

Ainsi, on appliquera sur la conduite d'eau la plus proche, présentant les meilleures garanties de débit et de pression, un branchement spécial passant par un compteur proportionnel et muni d'un robinet de contre barrage et de vidange. Ce branchement alimentera 4 robinets d'incendie de 40 mm de diamètre.

Ces robinets seront armés en permanence de 20 m de tuyaux sem rigides (gainés à spires) de 30 mm de diamètre intérieur, d'une lance à robinet et à orifice, d'un seau à paroi rigide, de tricoises pour serrer les raccords.

L'installation sera toujours tenue en bon état de fonctionnement et les précautions nécessaires seront prises contre les gelées.

On disposera à l'extérieur des récipients pleins d'eau dans lesquels tremperont en permanence des pièces ou des couvertures assez grandes pour permettre l'extinction de vêtements accidentellement enflammés.

On disposera aussi d'extincteurs portatifs entretenus en bon état de fonctionnement, de capacité minimum 9 litres et d'un extincteur mobile sur chariot avec lance et robinet, de capacité minimum de 100 litres placé à proximité d'un poste d'accès.

17°) Le bon état de fonctionnement de ces moyens de secours contre l'incendie sera fréquemment vérifié ; une consigne indiquant les conditions d'exploitation du dépôt et la conduite à tenir en cas de mise en feu, sera affichée à l'intérieur et à l'extérieur du dépôt et commentée fréquemment devant le personnel affecté à l'exploitation.

§ II - Les prescriptions relatives à ce paragraphe sont abrogées.

§ III - Stockage de produits finis et de matières premières

Ces produits n'étant plus ni sous forme alvéolaire, ni sous forme expansée, le dépôt n'est plus classables ; les prescriptions sont donc abrogées.

§ IV - Prescriptions à appliquer à l'installation de combustion fonctionnant désormais au gaz naturel, en application de l'article 4 du décret du 1er Avril 1964

Les dimensions des cheminées seront de :

- hauteur minimale 10,3 m
- diamètre maximal de sortie :

chaudière 1 500 th/h : 0,78 m

chaudière 2 000 th/h : 0,90 m

§ V - Prescriptions à appliquer au dépôt souterrain de liquide inflammable (fuel oil domestique)

Il devra répondre aux prescriptions n° 255 ci-annexées et aux dispositions de l'arrêté ministériel du 28 Octobre 1952 modifié.

§ VI - Prescriptions à appliquer à l'atelier d'imprimés de sachets de plastiques

1°) L'atelier sera situé et installé conformément au plan n° A 0800 00 E.

Tout projet de modification de ce plan devra avant sa réalisation faire l'objet d'une demande au Préfet.

2°) On ne conservera dans l'atelier que la quantité de liquides inflammables strictement nécessaires pour le travail de la journée. Le dépôt de ces liquides sera placé en dehors de l'atelier.

3°) Les éléments de construction de l'atelier présenteront les caractéristiques minimales de comportement au feu suivants :

murs et parois	: coupe-feu de degré 2 heures,
portes	: pare-flammes de degré 1/2 heure,
couverture	: incombustible
plancher haut	: coupe-feu de degré une heure
sol	: incombustible.

4°) Les locaux adjacents à l'atelier auront une issue de dégagement indépendante.

Les portes de l'atelier, au nombre de 2 au moins, seront munies chacune d'un rappel autonome de fermeture ; elles s'ouvriront dans le sens de la sortie et ne comporteront aucun dispositif de condamnation.

5°) L'application d'encre ou de colles se fera sur des emplacements spéciaux surmontés d'une hotte d'aspiration et les vapeurs seront aspirées mécaniquement.

6°) Le séchage sera effectué dans une enceinte dont la température ambiante ne devra pas dépasser 200° C. L'installation sera chauffée soit par circulation d'eau chaude ou de vapeur d'eau ou d'air chaud, soit par rayonnement infra-rouge, soit par tout procédé présentant des garanties équivalentes ; à l'intérieur, les parois chauffantes ne devront présenter aucun point nu à une température supérieure à 200° C sans foyer dans l'atelier.

7°) La ventilation mécanique sera suffisante pour éviter que les vapeurs puissent se répandre dans l'atelier. Ces vapeurs seront refoulées au dehors par cheminées de hauteur convenable et disposées dans des conditions évitant toute incommodité pour le voisinage.

8°) Un dispositif efficace de captation ou de désodorisation des gaz, vapeur, poussières (tel que colonne de lavage, appareil d'absorption, filtres etc...) pourra être exigé si, en raison des conditions d'installation ou d'exploitation de l'atelier, le voisinage reste incommodé par les odeurs ou par les poussières.

En aucun cas les liquides récupérés ne devront être rejetés à l'égout.

9°) Toutes les hottes et tous les conduits d'aspiration ou de refoulement seront en matériaux incombustibles ; s'ils traversent d'autres locaux, la résistance au feu de leur structure sera coupe-feu de degré 2 heures.

10°) L'éclairage artificiel se fera par lampes extérieures sous verre ou à l'intérieur, par lampes électriques à incandescence sous enveloppe protectrice en verre ou par tout autre procédé présentant des garanties équivalentes.

Il est interdit d'utiliser des lampes suspendues à bout de fil conducteur et des lampes dites "baladeuses."

Les conducteurs seront établis suivant les normes en vigueur et de façon à éviter tout court-circuit ; l'installation sera périodiquement examinée et maintenue en bon état.

Les commutateurs, les coupe-circuits, les fusibles, les moteurs et les rhéostats seront placés à l'extérieur à moins qu'ils ne soient d'un type non susceptible de donner lieu à des étincelles tel que : appareillage étanche au gaz, appareillage à contacts baignant dans l'huile, etc... Dans ce cas une justification que ces appareils ont été installés et maintenus conformément à un tel type pourra être demandée par l'exploitant à l'installateur ; cette attestation devra être établie par la Société qui fournit le courant ou par tout organisme officiellement qualifié.

L'installation électrique sera entretenue en bon état ; elle sera périodiquement contrôlée par un technicien compétent. Les rapports de ce contrôle seront tenus à la disposition de l'Inspecteur des établissements classés.

11°) Un coupe-circuit multipolaire, placé en dehors de l'atelier et dans un endroit facilement accessible permettra l'arrêt des moteurs et ventilateurs en cas d'incendie.

12°) Le chauffage de l'atelier ne pourra se faire que par fluide chauffant (air, eau, vapeur d'eau), la température de la paroi extérieure chauffante n'excédant pas 150° C.

La chaudière sera située dans un local extérieur à l'atelier. Si ce local est contigu, il en sera séparé par une cloison pleine de résistance coupe-feu de degré 2 heures.

13°) Il est interdit d'apporter dans l'atelier du feu sous une forme quelconque ou d'y fumer. Cette interdiction sera affichée en caractères très apparents dans les locaux et sur les portes d'accès.

14°) On pratiquera de fréquents nettoyages tant du sol que de l'intérieur de hottes et conduits d'aspiration de manière à éviter toute accumulation de matières inflammables.

15°) Toutes dispositions seront prises pour qu'il ne puisse y avoir en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct de matières dangereuses ou insalubres vers les égouts ou milieux naturels. Ces matières doivent être par exemple recyclées, brûlées dans des installations conçues à cet effet ou bien être récupérées puis traitées par une entreprise spécialisée.

16°) Le transvasement ou la circulation des liquides inflammables par refoulement au contact direct d'air ou d'oxygène comprimé est rigoureusement interdit.

17°) Il est interdit d'utiliser à l'intérieur de l'atelier des liquides inflammables pour un nettoyage quelconque.

18°) Tous moteurs, tous transformateurs, tous appareils mécaniques, ventilateurs, transmissions machines etc... seront installés et aménagés de telle sorte que leur fonctionnement ne puisse être de nature à compromettre la santé, la sécurité ou la tranquillité du voisinage par le bruit ou par les trépidations.

19°) L'établissement sera pourvu de moyen de secours contre l'incendie, appropriés tels que :

- 3 robinets incendie armés disposés dans 3 coins de l'atelier à proximité des issues,
- des séries d'extincteurs automatiques à neige carbonique
- une série d'extincteurs automatiques à poudre sèche.

§ VII - Prescriptions à appliquer à l'atelier de façonnage de sachets de plastiques et à l'extension prévue.
inchangé.

§ VIII - Prescriptions à appliquer au dépôt d'acétate d'éthyle (le dépôt de trichloréthylène n'étant pas classable)

Il devra répondre aux prescriptions reprises à l'arrêté type n° 254 V à l'exception de l'article 1 qui sera remplacé par :

Article 1er : Le dépôt de liquides inflammables de la première catégorie en réservoirs enterrés devra satisfaire à toutes les conditions édictées par la circulaire du 17 Juillet 1973 relative aux conditions à remplir par les réservoirs enterrés dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables.

En particulier la cuve déjà installée devra satisfaire aux dispositions du titre II de ladite circulaire.

et complété par les dispositions suivantes :

Article 16 : - Tout dépôt de liquides inflammables classables ou non et de matières combustibles, est interdit à l'aplomb (au-dessus) du dépôt enterré. En conséquence, l'implantation du dépôt aérien de colles devra être modifiée.

§ IX - Prescriptions à appliquer à l'installation de compression d'air

Elle devra répondre aux prescriptions de l'arrêté type n° 33 bis.

§ X - Dépôt de déchets de plastiques

Le volume stocké ne dépassant plus 10 m³, le dépôt n'est plus classable, les prescriptions sont abrogées.

§ XI - Prescriptions à appliquer à l'atelier de mise en peinture

Il devra répondre aux prescriptions ci-annexées de l'arrêté type n° 405 B 1 c

§ XII - Prescriptions à appliquer à l'atelier de séchage de peinture

Il devra répondre aux prescriptions ci-annexées de l'arrêté type n° 406 1 a

§ XIII - Prescriptions à appliquer à l'atelier de chromage

Il devra répondre aux dispositions de la circulaire du 4 Juillet 1972 relative aux traitements de surface.

Article 2 : - Un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est déposée aux archives de la Mairie et mise à la disposition de tout intéressé, sera affiché à la porte de la Mairie et inséré par les soins de M. le Maire d'ARRAS et aux frais de l'industriel, dans un journal d'annonces légales du département

Article 3 : - M. le Secrétaire Général, M. le Maire d'ARRAS et M. l'Inspecteur des Etablissements Classés sont chargés, chacun de ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation destinée à :


- M. le Directeur de la Société SOPLARIL à ARRAS
- M. le Maire d'ARRAS
- M. l'Ingénieur en Chef des Mines, Inspecteur des Etablissements Classés à DOUAI
- M. le Directeur départemental de l'Équipement à ARRAS
- M. le Directeur départemental de l'Action Sanitaire et Sociale à ARRAS
- M. le Directeur départemental du Travail à ARRAS
- M. l'Inspecteur départemental des Services d'Incendie à ARRAS
- Archives
- Baccier

ARRAS, le 28 MARS 1975

Pour le Préfet,
Le Sous-Préfet délégué,
Secrétaire Général par intérim,

Signé : Bernard Le Clère.

Pour le Secrétaire Général,
Le Chef de Bureau Délégué,


N. POTTRAIN.